



VISITE DU DIRECTEUR GENERAL ADJOINT EN VENDEE LE 28 OCTOBRE 2026

Monsieur le Directeur Général Adjoint,

vous vous déplacez ce jour en Vendée pour rencontrer notre direction locale ainsi que les personnels de quelques services.

Comme à l'accoutumée pour ce genre d'exercice, vous rencontrez les organisations syndicales en toute fin de journée, dans un temps contraint juste avant votre train de 17h00. Nous apprécions, avec beaucoup de circonspection, la précision et votre volonté quasi-clinique de la maîtrise du temps. Pour nous, elle est bien symptomatique de cette dichotomie entre une administration et ses personnels dans l'appréciation de la gestion du temps.

Vous ne serez pas surpris que pour nous, la durée de toute chose c'est notre quotidien au travers de l'exécution de nos missions et force est de constater qu'il existe une différence catastrophique entre votre approche et la nôtre, bien à nos dépens.

Le nombre de suppressions d'emplois, en dehors d'une position dogmatique ne repose sur aucun élément fiable, pertinent ou acquis. Comment pouvez-vous les cautionner en 2025 à hauteur de 550 (750 sur le réseau avec un repositionnement de + 200 en centrale), quand initialement aucun ne devait être supprimé ?

Quelles sont donc les nouveautés qui vont vous permettre d'absorber cette nouvelle saignée dans nos services ?

Dans les faits, nous ne sommes pas dupes, elle est uniquement dictée par l'obsession de la réduction des dépenses publiques. Vous n'aurez aucun justificatif de gain de productivité, à nous présenter. Mais qu'importe, vous ne vous arrêterez sans doute pas là, déjà les millésimes 2026 et 2027 seraient probablement du même niveau. Encore une augmentation de la charge de travail pour tous !

Les agents évoluent depuis trop longtemps dans des structures réadaptées avec des charges de travail conséquentes assurées avec des sous-effectifs chroniques

qui plus est, avec des pertes de technicité et de compétences à cause des mobilités géographiques et fonctionnelles contraintes.

Vos restructurations, réformes et orientations s'enchaînent à un rythme soutenu avec leur lot d'échec, génératrice de surcharge de travail et parfois aussi de mal être.

Les derniers chantiers locaux, PCE et SDIF, en témoignent.

La réforme des PCE plonge nos collègues dans le désarroi et l'anxiété. Il tient en lui les germes d'un raté supplémentaire. Une fois de plus, il est bâti sur des gains de productivité surévalués au travers du data-mining et de la facturation électronique sans autre considération et notamment humaine.

S'agissant de la création du SDIF, est-il utile de vous rappeler que GMBI n'impacte pas que les agents de la DGFIP ?

Sans parler de réforme, mais d'orientation, la somme de ces actions a également généré une augmentation des contacts, parfois rugueux, voire dangereux, avec les usagers. En témoigne le nombre de fiches de signalements externes en hausse sur l'ensemble du territoire.

Cet accroissement de toute notre activité se fait sans augmentation des effectifs, une fois de plus la notion du temps est totalement ignorée ainsi que la souffrance des agents.

Tous ces éléments trouvent leur traduction à travers un climat social délétère, les burn out, tentatives de suicide et suicides sont une réalité douloureuse à la DGFIP.

Les résultats de l'observatoire interne ne sont pas brillants. Ils prennent la forme de plus en plus d'une démission collective silencieuse, d'une résignation qui ne dit pas son nom !

A FO DGFIP et à la CGT, nous sommes les témoins, au travers des échanges que nous avons avec de nombreux collègues désabusés, de cette situation.

La politique du recrutement, dans les faits exclusivement au choix de l'administration pour les cadres A+ et A, ne fait qu'augmenter le malaise. Le fait de choisir ses collaborateurs est contraire au devoir de neutralité propre au service public. Il crée une situation d'entre soit, un phénomène de cour autour de chaque directeur et chef de service, qui ont désormais un pouvoir excessif et sans contre-pouvoir, dans la carrière des personnels concernés.

Il nous faut aussi aborder avec vous les dysfonctionnements de notre administration dans le traitement du mal-être généré par certaines situations de management toxique et de violences sexuelles et sexistes. Il n'est plus possible en 2025 de nier ces situations.

La Direction Générale a beau communiquer sur le sujet, les vieilles habitudes de la maison perdurent. Force est de constater que les directions locales continuent de

gérer ces situations à l'ancienne, préférant mettre la poussière sous le tapis. Ces signalements finissent trop souvent, par une mutation du mis en cause, avec une promotion pour accélérer le mouvement quand il s'agit d'un cadre !

De plus, les organisations syndicales doivent intervenir longuement pour que le traitement de ces affaires avance. La Direction Générale ne peut plus se contenter de faire de la com, mais doit mettre en œuvre une véritable politique de lutte contre les agissements et violences sexistes et sexuelles digne de ce nom.

Malgré la mise en place récente d'un dispositif spécifique de lutte contre les violences sexistes et sexuelles sous l'impulsion de la formation spécialisée du CSAL 85, la Vendée n'est pas exempte non plus de tout reproche sur ces sujets.

Le traitement trop long ou inadapté de ces situations est source de mal être, tant pour les victimes que pour les témoins et les services concernés. Ce mal être conduit parfois à des gestes désespérés, nous vous épargnerons dans ce courrier le nombre alarmant de suicides et tentatives de suicides à la DGFIP.

Vous comprendrez alors notre décision de ne pas être venu participer à votre opération de communication, sur un temps beaucoup trop contraint, pour aborder sérieusement avec vous toutes ces problématiques.

Il est urgent que la DGFIP entende enfin ses personnels, ils ne peuvent constamment payer le prix de leur exemplarité.

- Nous exigeons la reconnaissance de l'importance de toutes les missions de la DGFIP.
- Nous exigeons l'arrêt des suppressions d'emplois.
- Nous nous opposons à toute baisse des budgets qui impacte la vie professionnelle des personnels.
- Nous refusons que les crédits de personnels redeviennent la variable d'ajustement pour résorber les déficits publics alors que les dizaines de milliers d'emplois supprimés depuis sa création privent la DGFIP des moyens nécessaires à l'exercice quotidien de ses missions et dégradent les conditions de travail de ses personnels.

F.O.-DGFIP 85 et CGT Finances Publiques 85 vous demandent de répondre aux inquiétudes légitimes des personnels que nous représentons.